

LES FAITS MARQUANTS DES OS 24: VENDREDI 19 MAI 2006

Vendredi matin, l'OSAST s'est penché sur les points de l'ordre du jour consacrés aux politiques et mesures, à l'Article 2.3 du Protocole de Kyoto (effets défavorables), à la coopération avec les organisations internationales appropriées et aux questions diverses. L'OSMCE a débattu du mécanisme de financement relativement à la Convention et au Protocole de Kyoto, du Fonds Spécial Changements Climatiques, du Fonds pour l'Adaptation, des dispositions pour les réunions intergouvernementales et des rapports sur les progrès démontrables accomplis dans les pays visés à l'Annexe I. L'après-midi, des groupes de contact se sont réunis sur les questions de renforcement des capacités, du transfert des technologies, des privilèges et immunités, de la recherche et observation systématique, du HFC-23, de l'évaluation du mécanisme de financement et du Fonds pour l'Adaptation. Il y a eu également des consultations officieuses sur divers sujets, notamment, le déboisement, l'adaptation et les communications des pays non visés à l'Annexe I. Des concertations bilatérales et des groupes restreints ont également eu lieu dans le cadre du GTS.

ORGANE SUBSIDIAIRE DE MISE EN ŒUVRE MÉCANISME DE FINANCEMENT (CONVENTION):

Troisième évaluation du mécanisme de financement: Le Secrétariat a introduit ce point de l'ordre du jour (FCCC/SBI/2006/7 et 18, MISC.9, MISC.3 et INF.7). Le Bangladesh, au nom des PMA, a encouragé une représentation adéquate au sein du Conseil du Conseil du FEM. Les ETATS-UNIS, l'UE et la SUISSE ont apporté leur appui au travail accompli par le FEM en tant que mécanisme de financement de l'UNFCCC. Marcia Levaggi (Argentine) et Karsten Sach (Allemagne) coprésideront un groupe de contact.

Fonds Spécial Changements Climatiques (FSCC): Le Président de l'OSMCE, Becker, a introduit ce point de l'ordre du jour (FCCC/SBI/2005/10 annex 1). Le délégué des PHILIPPINES a déclaré que le FSCC doit traiter les besoins urgents des pays en développement, étant donné que l'entité opérant le mécanisme de financement ne peut pas le faire de manière appropriée. La COLOMBIE a déclaré que le FSCC doit consister plutôt en un financement "nouveau et supplémentaire" que d'avoir l'APD être canalisée à travers lui. L'UE a indiqué que les activités menées dans les cadres du FSCC et du Fonds pour l'Adaptation ne devraient pas se chevaucher. Bubou Pateh Jallow (Gambie) présidera un groupe de contact.

DISPOSITIONS POUR LES REUNIONS

INTERGOUVERNEMENTALES: CdP 12 et CdP/RdP 2: Richard Kinley, Administrateur en exercice du Secrétariat de l'UNFCCC, a informé les délégués des dispositions prises pour les CdP 12 et CdP/RdP 2 (FCCC/SBI/2006/2), mettant en exergue "l'immense défi" que représente la tenue des CdP, CdP/RdP, OSMCE, OSAST, GTS, Dialogue de l'UNFCCC et groupes de contact dans une période de deux semaines. L'Australie, au nom de l'UMBRELLA GROUP, appuyée par l'UE et la SUISSE, a déclaré que la réunion ne devrait pas s'étaler au-delà d'une période de deux semaines, et a plaidé pour le classement des questions par priorité. L'AFRIQUE DU SUD a encouragé l'adoption de l'approche la plus efficace et a déclaré que prolonger la réunion de deux jours "ne fera de tort à personne."

Evaluation des CdP 11 et CdP/RdP 1: Richard Kinley a mis en relief les questions touchant à la participation d'observateurs dans la CdP/RdP. L'Australie a fait état de sa soumission affirmant l'existence de "sérieuses inexactitudes" dans la Note du Secrétariat (FCCC/SBI/2006/2, paragraphes 32-33). Le délégué des ETATS-UNIS a déclaré que le statu des parties à l'UNFCCC mais pas au Protocole, est clair, dans les Articles 13.2 et 15.2 du Protocole.

Organisation du processus intergouvernemental: Richard Kinley a fait état de discussions tenues récemment sur la manière de gérer les ordres du jour compliqués, la multiplicité des groupes de contact et l'épuisement des délégués. Le CANADA, l'UE et la SUISSE ont plaidé pour plus d'intégration.

Un groupe de contact sur ces questions sera coprésidé par Sandea de Wet (Afrique du Sud) et Aloisia Wörgetter (Autriche).

COMMUNICATIONS DES PAYS VISÉS A L'ANNEXE I: Le Secrétariat a introduit le rapport de synthèse concernant les progrès démontrables accomplis par les pays visés à l'Annexe I dans la réalisation de leurs objectifs de Kyoto (FCCC/SBI/2006/INF.2). Le G-77/CHINE a souligné que les pays visés à l'Annexe I ne sont pas en train d'honorer leurs obligations de Kyoto et a proposé de référer ce sujet au comité sur le respect des dispositions. L'UE, le JAPON et d'autres ont souligné leur engagement en faveur des objectifs de Kyoto, et la NEW ZELANDE a proposé d'examiner la question aux OS 25, pour y intégrer les rapports manquants. Dimitrios Lalas (Grèce) présidera des consultations officieuses.

FONDS D'ADAPTATION: Le Secrétariat a introduit le document concernant le Fonds pour l'Adaptation (FCCC/SBI/2006/MISC.5, MISC.7 & Add.1) et le Président Becker a présenté un rapport sur le séminaire tenu à Edmonton (FCCC/SBI/2006/10). La BARBADE et TUVALU ont appelé à une prise en considération particulière des PEID dans la gestion du Fonds. L'UE, la COLOMBIE et la SUISSE ont apporté leur appui au FEM comme entité d'opération du Fonds. Appuyée par de nombreux pays en développement, la COLOMBIE a ajouté que le Fonds devrait être géré de manière autonome et avoir des politiques opérationnelles souples. L'INDONESIE a déclaré que l'assistance technique devrait être éligible au financement. Levaggi et Sach coprésideront un groupe de contact.

ORGANE SUBSIDIAIRE DE CONSEILS SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

POLITIQUES ET MESURES: Au sujet des politiques et mesures des Parties visées à l'Annexe I, l'UE, l'ARABIE SAOUDITE, le BELARUS et d'autres, contrés par les ETATS-UNIS et le JAPON, a plaidé pour la poursuite de l'examen de cette question par l'OSAST. La SUISSE et le JAPON ont appelé à une rationalisation de l'ordre du jour de l'OSAST. Normand Trembley (Canada) et Héctor Ginzo (Argentine) modéreront des consultations.

ARTICLE 2.3 DU PROTOCOLE (EFFETS

DEFAVORABLES): L'UE, le JAPON et la SUISSE ont déclaré qu'il n'était pas nécessaire d'avoir un point à l'ordre du jour distinct consacré à l'Article 2.3. Le QATAR, les EMIRATS ARABES UNIS et l'ARABIE SAOUDITE ont désapprouvé. L'ARABIE SAOUDITE, appuyée par la CHINE et l'EGYPTE, a insisté sur la tenue d'un groupe de contact. L'UE et le JAPON y ont fait objection. Des consultations officieuses seront menées sur la manière de procéder pour la suite.

COOPERATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES APPROPRIÉES: Rapport spécial concernant la couche d'ozone et le système climatique

– questions ayant traits aux hydrofluorocarbones et aux perfluorocarbones: Le Secrétaire a introduit ce sujet (FCCC/SBSTA/2006/MISC.2 et MISC.7). L'UE et d'autres ont plaidé pour la poursuite de l'examen à l'OSAST 25. La CHINE et l'Australie y ont fait objection. Le délégué des ETATS-UNIS a appuyé l'idée de l'examiner dans le cadre d'autres points de l'ordre du jour de l'OSAST. Rawleston Moore (Barbade) conduira des consultations informelles.

Coopération avec d'autres conventions, organisations et organes: Les délégués ont été informés des activités de coopération (FCCC/SBSTA/2006/MISC.4), de la décision pertinente prise par la CBD en mars 2006, du résultat de la CDD 14 et des récentes activités du GIEC.

MAURICE a appelé à l'insertion dans l'ordre du jour de l'OSAST, un point consacré à la Stratégie de Maurice. L'UE et la SUISSE ont souligné l'amélioration de la coopération entre l'UNFCCC, la CBD et l'UNCCD, tandis que les ETATS-UNIS et la CHINE ont mis en relief la nature distincte des trois conventions de Rio. Greg Picker (Australie) et Marcela Main (Chili) conduiront des consultations informelles.

AUTRES QUESTIONS: Au sujet des questions ayant trait au Protocole, le Secrétaire a présenté un rapport sur la formation des équipes d'experts chargées du réexamen de l'Article 8 du Protocole. Au sujet des questions ayant trait à l'UNFCCC, le Secrétaire a présenté un rapport sur l'interface des données de l'inventaire. Le Président Kumarsingh élaborera des projets de conclusions pour ces deux questions.

GROUPES DE CONTACT

FONDS POUR L'ADAPTATION: Le Coprésident Levaggi a présenté un rapport sur les résultats du séminaire qui a été consacré au Fonds (FCCC/SBI/2006/10, annex), et le Secrétaire a souligné que les analyses actuelles de la valeur des REC qui pourraient être appliqués au Fonds est 350 millions de dollars en 2012 (à raison de 10 dollars par REC). Après un examen des résultats du séminaire, les parties ont décidé de se réunir samedi et lundi après midi.

RENFORCEMENT DES CAPACITES (CONVENTION): Le G-77/CHINE a souligné l'importance du suivi des activités de renforcement des capacités et l'AFRIQUE DU SUD a plaidé pour l'adoption des méthodes de suivi les plus efficaces. L'UE et le JAPON ont souligné le rôle des communications nationales. Les Coprésidents élaboreront un projet de texte.

RENFORCEMENT DES CAPACITES (PROTOCOLE): L'AFRIQUE DU SUD, avec plusieurs autres pays en développement, a mis l'accent sur la répartition géographique limitée des projets MDP et sur la nécessité d'accroître les capacités. L'UE, avec le JAPON, a souligné que le mandat de ce groupe n'englobe pas la nature du MDP. Les coprésidents produiront un projet de texte.

HFC-23: Au sujet de l'évitement des mesures incitatives perverses qui risquent de donner lieu à un accroissement de la production du HCFC-22, en résultat du crédit accordé à la destruction du HFC-23 dans le cadre du MDP, le BRESIL, l'AFRIQUE DU SUD, la BOLIVIE et d'autres ont proposé de limiter le crédit accordé aux capacités de production disponibles. Le JAPON a appelé à des solutions pratiques fondées sur l'évolution du marché et la demande. Avec l'UE, le JAPON a suggéré d'explorer des solutions fournissant des incitations à l'atténuation mais pas à l'accroissement de la production. Des consultations officielles se poursuivront.

PRIVILEGES ET IMMUNITES: Le Secrétaire a expliqué que les dispositions de la Convention des Nations Unies de 1946 sur les Privilèges et Immunités ne peuvent pas être reconduites de manière automatique aux personnes servant dans les corps constitués relevant du Protocole, et un nouvel instrument juridique ou des dispositions spéciales sont nécessaires. L'ARGENTINE a mentionné l'amendement du Protocole, et le Mexique, un nouvel accord, tandis que l'UE a plaidé en faveur des cadres juridiques en vigueur. L'AFRIQUE DU SUD a suggéré de tenir les réunions uniquement en Allemagne et dans les pays accordant privilèges et immunités. Le Président Paul Watkinson (France) élaborera un texte.

RECHERCHE ET OBSERVATION SYSTEMATIQUE:

Le Coprésident Castellari a déclaré que l'objectif du groupe de contact est de prendre une décision sur l'application de la Décision 9/CP.11. Le délégué des ETATS-UNIS a déclaré que l'OSAST devrait se concentrer plutôt sur les groupes de travail disponibles que sur l'établissement de nouveaux. Belize, au nom du G-77/CHINE, a encouragé l'amélioration des capacités des pays en développement et de la recherche sur les événements météorologiques extrêmes. La FEDERATION DE RUSSIE a souligné la nécessité d'indicateurs climatiques et d'un renforcement des centres d'observation nationaux. Le BOTSWANA a souligné la nécessité d'ensembles de données et d'observations. Le Coprésident Castellari a déclaré que

l'OSAST 22 a décidé d'alterner les discussions sur l'observation systématique et sur la recherche d'une session à l'autre, de l'OSAST, et que le point de mire des OS 24 est le thème de la recherche. Le groupe se réunira de nouveau samedi.

EVALUATION DU MECANISME DE FINANCEMENT: Les Coprésidents Sach et Levaggi ont proposé de procéder à un échange de vues sur la base des critères figurant dans l'annexe de la Décision 3/CP.4 (évaluation du mécanisme de financement). Les Parties ont également discuté de l'utilisation des questions soulevées dans le rapport de synthèse élaboré par le Secrétaire, comme plate-forme pour les délibérations. Les Parties ont ensuite entamé les discussions autour du fonctionnement du FEM en tant que mécanisme de financement de la Convention et, en particulier, sur la transparence des processus décisionnels du FEM. Plusieurs parties ont fait état des efforts fournis par le Conseil du FEM pour aider les parties constitutives du FEM à coordonner leurs travaux. Les PHILIPPINES et la COLOMBIE ont noté que l'absence de capacités est souvent le vrai problème. Des consultations officielles sont programmées pour lundi matin, et le groupe de contact se réunira de nouveau l'après-midi.

TRANSFERT DES TECHNOLOGIES: Le G-77/CHINE a mis en exergue la mise en application, le renforcement des capacités et les barrières économiques et les barrières de marché. Le CANADA a mis l'accent sur les partenariats publics-privés, les synergies et la prise en considération des questions technologiques dans le Dialogue de l'UNFCCC et dans le GTS. La CHINE et l'OUGANDA a encouragé d'établir une distinction entre les pratiques normales du marché et les mesures incitatives pour le transfert de technologies, se réunira à titre officiel, lundi.

CONSULTATIONS OFFICIEUSES

DEBOISEMENT: Les Coprésidents Audun Rosland (Norvège) et Hernán Carlino (Argentine) ont présenté une proposition concernant la portée de l'atelier attendu sous le thème du déboisement. Les délégués ont discuté des références aux lignes de base, aux fuites et à la permanence, certains pays préférant une formulation alternative non rattachée au Protocole. Ils ont également débattu des références au mécanisme de marché, et ont proposé, entre autres, des libellés supplémentaires portant sur les capacités, les leçons apprises, l'efficacité et la contribution des forêts à la concrétisation de l'objectif ultime de l'UNFCCC. Les Coprésidents élaboreront un projet de conclusions, samedi.

ADAPTATION: Avant de commencer les discussions sur la révision de la liste initiale des activités de la période allant de l'OSAST 24 à l'OSAST 28, dans le cadre du programme de travail quinquennal sur l'adaptation (tel que présenté dans le rapport de la réunion informelle de Vienne), le G-77/CHINE a proposé divers ajouts et libellés de rechange. Les consultations sur la propositions du G-77/Chine ont repris dans la soirée.

RAPPORT SPECIAL CONCERNANT LES HFC ET LES PFC: Dans les consultations informelles, plusieurs pays industrialisés ont déclaré la poursuite de l'examen de cette question n'est pas nécessaire, vu que le Rapport Spécial a fourni aux parties les directives dont elles ont besoin pour agir à l'échelon intérieur. Toutefois, un autre groupe de pays industrialisés a souligné la nécessité d'une coordination améliorée et d'une considération au niveau international. Un projet de conclusions sera élaboré.

COMMUNICATIONS DES PAYS NON VISES A

L'ANNEXE I: Les parties ont procédé à un échange de vues sur le travail du GEC, sur la compilation et l'analyse des premières communications nationales et sur la fourniture d'un soutien financier et technique. Plusieurs parties ont suggéré qu'un septième document de compilation n'était pas nécessaire. Un pays industrialisé a déclaré que le Secrétaire aurait pu "faire un pas de plus" et procéder à l'analyse des communications, mais les pays en développement ont désapprouvé, indiquant que le point de mire devrait porter sur les obstacles entravant l'élaboration des communications. De nouvelles discussions seront tenues.

DANS LES COULOIRS

Vendredi, plusieurs participants ont semblé souffrir d'une "fatigue des réunions," certains délégués parlant "d'ennui" ou de "déficit d'enthousiasme." Quelques-uns ont expliqué que cela était dû au fait qu'ils sont à leur quatrième semaine de réunions, après les récentes sessions du GIEC et de la CDD. D'autres ont suggéré que cela était dû au fait que les questions du processus décisionnel à long terme et de la période postérieure à 2012, venait à peine de commencer, et qu'ils ont un long chemin à parcourir avant qu'une décision puisse être prise. Dans l'interval, plusieurs délégués ont signalé que les questions pérenne figurant à l'ordre du jour des OS semblaient être en train d'aboutir nulle part. "De retour au processus après plusieurs années d'absence, il est étrange de constater que les conversations autour de certains sujets sont restées exactement les mêmes," a fait observer un délégué.